

CSI : Les abus subsistent dans la chaîne d'approvisionnement olympique. (07.05.12)

7 mai 2012 : Comme le révèle le rapport publié par la campagne Play Fair 2012, les travailleurs des usines produisant des vêtements de sport pour de grandes marques et enseignes telles qu'adidas et Next en vue des Jeux de Londres 2012 perçoivent des salaires de misère, effectuent des heures supplémentaires excessives et forcées et sont menacés de renvoi immédiat s'ils se plaignent de leurs conditions de travail.

À l'automne dernier, des chercheurs travaillant pour le compte de la campagne Play Fair (coordonnée par la Confédération syndicale internationale, la Fédération internationale des travailleurs du textile, de l'habillement et du cuir et la Campagne Vêtements Propres) ont enquêté dans dix usines de trois pays (Chine, Philippines et Sri Lanka), parmi lesquelles huit produisaient des articles sous label olympique. Au total, ils ont interrogé 175 travailleurs de ces trois pays sur leurs conditions de travail.

Ainsi que le souligne Play Fair, le rapport Jeu déloyal : les fournisseurs des Jeux 2012 et les droits humains fait ressortir une série d'abus qui constituent autant de motifs d'intensifier la pression exercée sur le Comité international olympique (CIO) pour que celui-ci agisse afin d'améliorer les conditions de travail dans la chaîne d'approvisionnement olympique lors des préparatifs des Jeux de Rio 2016.

Jeu déloyal fournit de nombreux exemples des mauvais traitements subis par les travailleurs confectionnant des articles sous label olympique. Ainsi :

- **En Chine**, le contrat de travail proposé par une usine de la province du Guangdong fournissant adidas prévoit deux lieux d'affectation, distants de 200 km l'un de l'autre, de sorte que les travailleurs vivent dans la crainte permanente d'être mutés loin de chez eux.

- Les travailleurs de cette même usine **Amerseas Enterprises** doivent effectuer des heures supplémentaires dépassant de loin le plafond légal (leur journée de travail commençant à 8 heures du matin pour ne s'achever le plus souvent qu'à 22 heures, même durant les périodes de moindre activité de l'usine) ; en raison des objectifs de production irréalistes qui leur sont imposés, ils doivent renoncer à porter leur masque de protection.

- **Aux Philippines**, le salaire perçu par les travailleurs est tellement dérisoire qu'ils sont obligés de gager auprès d'usuriers leur carte bancaire afin d'emprunter sur leur salaire à venir et pouvoir tenir jusqu'à la fin du mois. Les travailleurs recrutés par les usines fournissant adidas sont informés dès leur premier jour de travail que les heures supplémentaires sont obligatoires.

- **Au Sri Lanka**, les salaires perçus par les travailleurs ne couvrent pas leurs besoins fondamentaux ; les travailleurs interrogés gagnaient, au maximum, 25 000 LKR par mois (soit 122 £), ce qui représente moins de la moitié du salaire minimum vital dans ce pays (45 000 LKR soit 220 £).

- **Au Sri Lanka encore**, les travailleurs de l'usine Next Manufacturing ont expliqué que leur direction faisait appel à une agence de recrutement extérieure pour embaucher du personnel intérimaire. Cette agence imposait une double journée aux travailleurs : à la fin de leur journée complète assortie d'heures supplémentaires à l'usine Next, ils étaient conduits dans une autre usine où ils devaient encore travailler jusqu'à 2 h 30 du matin. Le lendemain matin, ils devaient reprendre à 8 heures leur travail à Next.

- **Les syndicats sont interdits dans toutes ces usines** ; en Chine, les travailleurs surpris à évoquer la nécessité d'améliorer les conditions de travail sont immédiatement renvoyés.

À la suite de l'enquête menée par la campagne **Play Fair** au début de l'année, qui avait dénoncé le travail des enfants, les heures de travail excessives, les salaires de misère et les conditions de

travail dangereuses dans les usines chinoises confectionnant des mascottes et des badges pour les Jeux de Londres 2012, le Comité d'organisation des Jeux olympiques et paralympiques de Londres (COJOL) a décidé de durcir le ton concernant les usines de ses diverses chaînes d'approvisionnement.

Il a été notamment décidé de diffuser des informations en chinois sur les droits des travailleurs et de mettre en place une permanence téléphonique en chinois afin que les travailleurs puissent déposer une plainte en cas de mauvais traitements. Il ressort de ce rapport que les abus perpétrés sur les travailleurs des chaînes d'approvisionnement olympique sont également constatés dans d'autres pays.

Afin de mettre en lumière l'ampleur du problème et de convaincre le CIO de la nécessité d'aller plus loin pour améliorer les conditions de travail des travailleurs qui produiront les articles destinés aux prochains Jeux du Brésil, la TUC a présenté au COJOL un certain nombre de plaintes au nom des travailleurs de Chine et des Philippines figurant dans ce rapport.

Ainsi que l'a expliqué le Secrétaire général de la TUC, Brendan Barber : « Malgré les bonnes intentions des organisateurs des Jeux de Londres et en dépit de leur conviction que les audits d'usines suffiraient à révéler les cas d'abus, le rapport démontre que certaines marchandises destinées aux Jeux ont été produites dans des conditions qui ne peuvent être qualifiées d'éthiques au regard du traitement qui a été réservé aux travailleurs.

Nous espérons que le CIO prendra acte de l'expérience acquise par le COJOL, et que les enseignements des Jeux de 2012 se traduiront par des conditions de travail meilleures et plus justes pour tous ceux qui confectionnent des vêtements de sport ou qui fabriquent des articles en préparation des Jeux de Rio 2016. Ce rapport donne aussi matière à une profonde remise en cause de la part des grandes marques de vêtements de sport et des enseignes de distribution ».

Klaus Priegnitz, Secrétaire général de la Fédération internationale des travailleurs du textile, de l'habillement et du cuir (FITTHC), qui a rédigé le rapport, a déclaré : « Lors de la préparation des Jeux olympiques de Pékin, Play Fair avait appelé les grandes marques à prendre des mesures pour s'assurer que les droits humains des travailleurs étaient respectés dans leurs chaînes de fournisseurs.

Quatre ans plus tard, force est de constater que le déni du droit d'association, le paiement de salaires de misère et le recours massif à l'emploi précaire demeurent la norme. Les grandes entreprises doivent relever la barre et collaborer avec les syndicats afin d'appuyer la mise en place de systèmes de dialogue social matures dans les usines de leurs fournisseurs ».

Sharan Burrow, Secrétaire générale de la Confédération syndicale internationale (CSI) a ajouté : « Il est nécessaire que le CIO prenne ses responsabilités et fasse en sorte que les droits au travail et le travail décent deviennent une réalité pour tous les travailleurs participant à la chaîne d'approvisionnement olympique ».

« Dans un secteur où l'exploitation est la norme, le CIO et les grandes marques telles qu'adidas, sponsor olympique, doivent passer aux actes afin de rompre le cycle des violations des droits humains », a expliqué Anna McMullen, coordinatrice de la campagne de défense des droits des travailleurs de l'habillement, Labour Behind the Label. « S'ils se contentent d'être des spectateurs passifs, des rapports comme celui-ci continueront d'être produits. Le temps est venu de faire changer les choses ».